

## **Association AVIMEJ**

8 Rue Des Cordeliers  
77100 MEAUX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**  
Exercice clos le 31 décembre 2024  
**SIREN 411600984**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association AVIMEJ,

### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la Présidente, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AVIMEJ relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point relatif aux événements post-clôture de l'annexe des comptes annuels.

### **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de la Présidente et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 5 septembre 2025

**TALENZ ALTEIS AUDIT ILE DE FRANCE SAS**

**Kahina AIT-AOUDIA**  
Commissaire aux Comptes  
Associée



# BILAN ACTIF

AVIMEJ

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	7 728	7 680	48	1 190
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.				
Autres	36 616	33 720	2 896	18 416
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	15		15	15
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	16 053		16 053	4 167
<b>TOTAL (I)</b>	<b>60 413</b>	<b>41 400</b>	<b>19 013</b>	<b>23 788</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	1 200		1 200	1 200
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	95 759		95 759	77 848
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	146 011		146 011	107 900
Valeurs mobilières de placement	176		176	176
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	387		387	59 426
Charges constatées d'avance	21 221		21 221	12 292
<b>TOTAL (II)</b>	<b>264 754</b>		<b>264 754</b>	<b>258 842</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>325 167</b>	<b>41 400</b>	<b>283 767</b>	<b>282 630</b>



# BILAN PASSIF

AVIMEJ

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

<b>PASSIF</b>	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	76 225	76 225
Autres		
Report à nouveau	-67 465	-68 232
Excédent ou déficit de l'exercice	-97 035	767
<i>Situation nette (sous total)</i>	-88 275	8 759
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	70 159	70 159
<b>TOTAL (I)</b>	<b>-18 117</b>	<b>78 918</b>
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL (II)</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL (III)</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	72 516	22 478
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 820	31 201
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	78 160	58 912
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	25 000	225
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	84 388	90 896
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>301 884</b>	<b>203 711</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>283 767</b>	<b>282 630</b>



# COMPTE DE RÉSULTAT

AVIMEJ

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	268 458	257 577
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	949 399	869 421
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		318
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	52 237	41 280
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 417	3 440
Utilisations des fonds dédiés		16 667
Autres produits	2 584	2 009
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>1 276 094</b>	<b>1 190 711</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		1 744
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	308 285	288 510
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	38 517	38 610
Salaires et traitements	752 938	649 537
Charges sociales	255 754	223 942
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 062	7 672
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	664	126
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>1 364 220</b>	<b>1 210 141</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-88 125</b>	<b>-19 431</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	48	461
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>48</b>	<b>461</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	284	322
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>	<b>284</b>	<b>322</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-235</b>	<b>139</b>

# COMPTE DE RÉSULTAT

AVIMEJ

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>-88 360</b>	<b>-19 291</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		20 058
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>		<b>20 058</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	75	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	8 599	
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	<b>8 674</b>	
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-8 674</b>	<b>20 058</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>1 276 143</b>	<b>1 211 230</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>1 373 178</b>	<b>1 210 463</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>-97 035</b>	<b>767</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	2 980	
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>2 980</b>	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	2 980	
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>2 980</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>-97 035</b>	<b>767</b>



## PRÉSENTATION

L'association "AIDE AUX VICTIMES ET MESURES JUDICIAIRES" a pour objet :

- D'assurer une prise en charge globale et pluridisciplinaire, gratuite et individualisée, à toutes personnes victimes d'une infraction pénale ou sinistrées dans le cadre de situation individuelle ou collective.
- D'assurer plus particulièrement, à toutes personnes victime d'une infraction pénale une prise en considération de leur situation et des conséquences des faits en leur apportant la possibilité de bénéficier d'un accompagnement psychologique, juridique et/ou social, et d'un suivi.
- De promouvoir et de coordonner les actions locales d'accueil et d'information des victimes d'infractions pénales, au niveau des structures d'aide aux victimes déjà constituées ou des associations dont l'un des objets rejoint ceux du présent article.
- De mettre en œuvre et/ou de participer à la mise en place en liaison avec les services d'urgence et la fédération nationale FRANCE VICTIMES et ses associations adhérentes, d'une cellule d'aide d'urgence aux victimes, en cas de catastrophe naturelle, accidents collectifs ou attentats d'ampleur national ou local.
- De développer une politique d'aide à l'accès au droit par l'information juridique des justiciables. De répondre à toute demande dans les domaines civils, pénaux, sociaux et administratifs. Le professionnel de l'association oriente dès que de besoin vers les services et professionnels compétents et accompagne les justiciables dans leurs démarches.
- D'assurer les mandats d'administration ad hoc et être l'interlocuteur pour l'enfant plaignant, représentant le mineur et l'accompagnant lors de tous les actes de procédures et d'audiences. De désigner en ce sens les administrateurs ad hoc en qualité de salarié ou de collaborateurs occasionnels du service public, de coordonner et superviser leurs interventions. L'administrateur ad hoc,
- De mettre en œuvre les mesures alternatives aux poursuites prévues par les articles 41-1 et 42-2 du Code de procédure pénale.
- D'assurer et d'animer les stages prononcés à titre d'alternative aux poursuites ou de condamnations pénales, notamment : Stage de citoyenneté et Stage de sensibilisation pour consommateurs de stupéfiants.

AVIMEJ à son siège social à Meaux (77100), au 8 Rue des Cordeliers.

## FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 283 767,33 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de -97 034,79 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

Sont également mentionnés, les faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant.

Post clôture :

Le retard dans le vote du budget de l'Etat a occasionné des retards de paiement de subventions en début d'année 2025. Ces retards fragilisent la trésorerie de l'association.

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Cependant, l'association estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause compte tenu des mesures décidées par la direction et le bureau et du budget prévisionnel de l'année 2025.

Ces mesures portent notamment sur :

- La mise en place de bordereau DAILLY avec la banque;
- L'obtention d'un échéancier pour les dettes sociales URSSAF ;
- L'obtention de délais de paiement auprès des principaux fournisseurs de l'association ;
- Des échanges avec les communes afin d'avoir un versement des subventions plus tôt.

Par ailleurs, la direction a saisi les instances judiciaires afin de solliciter l'octroi de subventions complémentaires.

## RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.



Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Matériel de bureau et info.	1 à 5 ans
- Mobilier	5 ans
- AAI divers	5 ans
- Logiciels	3 ans

## PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

# ANNEXE

AVIMEJ

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS		V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
					suite à réévaluation	acquisitions
INCORP.	Frais d'établissement et de développement		TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles		TOTAL	7 728		
CORP.	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
	Inst. générales, agencts & aménagts construct.					
	Installations techniques, matériel & outillage industriels					
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencts & aménagts divers		14 138		
		Matériel de transport				
	Matériel de bureau & mobilier informatique			36 616		
Emballages récupérables & divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
			TOTAL	50 754		
FIN.	Participations évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations			15		
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières			4 167		10 950
			TOTAL	4 182		10 950
TOTAL GENERAL				62 664		10 950

CADRE B		IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
				par virt poste	par cessions		
INCORP.	Frais d'établissement & dévelop.		TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles		TOTAL			7 728	
CORP.	Terrains						
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui					
	Inst. gal. agen. amé. cons						
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.						
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers		14 138			
		Matériel de transport					
	Mat. bureau, inform., mobilier					36 616	
Emb. récupérables & divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
			TOTAL		14 138	36 616	
FIN.	Particip. évaluées par mise en équivalence						
	Autres participations					15	
	Autres titres immobilisés						
	Prêts & autres immob. financières					15 117	
			TOTAL			15 132	
TOTAL GENERAL					14 138	59 476	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés



# ANNEXE

AVIMEJ

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortis sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		6 538	1 142		7 680
<b>TOTAL</b>		<b>6 538</b>	<b>1 142</b>		<b>7 680</b>
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels					
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	2 806	11 332	14 138	
	Matériel de transport				
	Mat. bureau et informatiq., mob.	29 533	4 187		33 720
	Emballages récupérables divers				
<b>TOTAL</b>		<b>32 339</b>	<b>15 519</b>	<b>14 138</b>	<b>33 720</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>38 877</b>	<b>16 661</b>	<b>14 138</b>	<b>41 400</b>

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES		
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
<b>TOTAL</b>							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
	Inst. agenc. et amén.						
Inst. techn. mat. et outillage							
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div						
	Matériel transport						
	Mat. bureau mobilier inf.						
	Emballages réc. divers						
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acquisition de titres de participations							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>Total général non ventilé</b>							

CADRE C		Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						



# ANNEXE

AVIMEJ

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
AC.IIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	16 053		16 053
AC.IIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	2 150	2 150	
	Autres créances clients	93 609	93 609	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	908	908	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers	101 115	101 115	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	43 988	43 988	
	Charges constatées d'avance	21 221	21 221	
<b>TOTAUX</b>		<b>279 044</b>	<b>262 991</b>	<b>16 053</b>
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	Créances reçues par legs ou donations			



# ANNEXE

AVIMEJ

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	21 221
Financières	
Exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>21 221</b>

## PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	1 846
Autres créances	140 471
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>142 317</b>

# ANNEXE

AVIMEJ

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	76 225				76 225
Report à nouveau	-68 232				-67 465
Excédent ou déficit de l'exercice	767			97 802	-97 035
Provisions réglementées	70 159				70 159
<b>TOTAUX</b>	<b>78 918</b>			<b>97 802</b>	<b>-18 117</b>



# ANNEXE

AVIMEJ

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

# ANNEXE

AVIMEJ

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine	72 516	72 516		
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	41 820	41 820		
Personnel & comptes rattachés	11 560	11 560		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	56 575	56 575		
Etat & Impôts sur les bénéfices				
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	10 025	10 025		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	25 000	25 000		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	84 388	84 388		
<b>TOTAUX</b>	<b>301 884</b>	<b>301 884</b>		

- Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exer.  
(2) Montant divers emprunts, dett/associés



# ANNEXE

AVIMEJ

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 150
Dettes fiscales et sociales	16 688
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b>TOTAL DES CHARGES À PAYER</b>	<b>26 838</b>

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## ENGAGEMENT DE RETRAITE

Conformément à l'article 20 de la loi 123-13 du Code de Commerce, le montant des droits qui seraient acquis par les salariés en matière d'engagement de retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite s'élève à **18 300,00 euros le 31 décembre 2024 charges comprises.**

Le calcul de cet engagement est basé sur les hypothèses suivantes :

- Convention collective : Code du travail
- Méthode du calcul : prospective
- Table de mortalité : 2016-2018
- Initiative de départ : Volontaire à 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 0%
- Taux d'évolution des salaires : 2%
- Taux d'actualisation : 3.35%

## HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Informations requises par l'article R 123-198-9° du Code du Commerce :

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 9 053 € TTC.

## REMUNERATION DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-580, l'association doit indiquer dans l'annexe aux comptes annuels le total des rémunérations et avantages versés aux trois plus hauts cadres dirigeants.

Une seule personne étant rémunérée, cette somme n'est pas communiquée pour des raisons de confidentialité.